

Politique et mélancolie au début du xxe siècle Jaurès et la lutte contre le nationalisme

Vincent Duclert

DANS MIL NEUF CENT. REVUE D'HISTOIRE INTELLECTUELLE 2001/1 n° 19 , PAGES 63 À 84
ÉDITIONS SOCIÉTÉ D'ÉTUDES SORÉLIENNES

ISSN 1146-1225

ISBN 2912338182

DOI 10.3917/mnc.019.0063

Date de mise en ligne : 01/01/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-mil-neuf-cent-2001-1-page-63?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Société d'études soréliennes.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Politique et mélancolie au début du XX^e siècle

Jaurès et la lutte contre le nationalisme

VINCENT DUCLERT

L'assassinat de Jaurès et la postérité de sa figure depuis 1914, le fait que sa personne morale incarna pour beaucoup la lutte supérieure contre les tyrannies¹, tendraient à montrer qu'il avait compris qu'au-delà du socialisme demeurait encore et toujours la menace nationaliste. Les formes de résistance qu'il développa à son encontre en auraient révélé la force redoutable. Jaurès s'investit particulièrement dans ce combat entre 1904 et 1906, au moment où son action principale visait pourtant un autre but, l'unité du socialisme français. Cet engagement signifie-t-il qu'il avait reconnu le « tournant nationaliste » qui fait l'objet de notre enquête ? Avait-il perçu les limites de la vérité du socialisme devant une idéologie à laquelle il n'avait pas cessé de s'opposer depuis la crise boulangiste ? Reconnaisait-il enfin, par cette lutte maintenue, une forme d'impuissance du socialisme devant le nationalisme qui allait se traduire par une rencontre en mélancolie et politique ?

L'année 1905, avant d'être un tournant du nationalisme, fut pour les socialistes français le tournant de l'unité. À cette fin, Jaurès accomplit des sacrifices politiques et idéologiques que le plus présent des observateurs critiques de l'action jaurésienne, Charles Péguy, considéra comme autant de « capitulations ». Celles-ci avaient empêché Jaurès de conserver les armes intellectuelles et

1. « Parmi les moments où la générosité pour le monde avait la figure de la France il y en eut un où cette générosité s'appela Jaurès » (André Malraux, « À des compagnons de Résistance », *le Rassemblement*, 21 février 1948 – référence communiquée par Alain Lévy, que je remercie).

civiques décisives qu'il avait su forger pendant l'affaire Dreyfus. D'où cette mélancolie dont Péguy voulut se faire le témoin en racontant dans les *Cahiers de la Quinzaine* leur dernière rencontre. Au-delà d'un simple dissentiment personnel, il y avait une perception du politique très différente des promesses qu'affichait le socialisme et que la lutte contre le nationalisme, maintenue en pleine marche vers l'unité, contribuait encore à dire.

Tournant nationaliste ou tournant socialiste ?

L'unité des socialistes français fut acquise au Congrès du Globe qui vit la naissance de la SFIO le 25 avril 1905. Elle fut préparée intensivement pendant l'année 1904. Dans le même temps, Jaurès – comme à Carmaux le 25 septembre devant 3000 personnes – réaffirma qu'il existait un devoir des socialistes envers la République qui passait par un travail d'alliance avec les bourgeois démocrates et de lutte contre la violence politique des nationalistes. Maintenir ces deux objectifs représentait un défi qu'il releva méthodiquement.

L'étape de l'Humanité

La fondation de *l'Humanité* représenta une étape importante dans la marche vers l'unité des socialistes accomplie par Jaurès. Fondée grâce à l'aide financière et intellectuelle de plusieurs de ses amis (Lucien Lévy-Bruhl, Lucien Herr, Léon Blum) et dans la mouvance du « socialisme normalien ² », *l'Humanité* ne se projeta pas exclusivement en direction de l'avenir. Le journal dirigé jusqu'à sa mort par Jaurès s'appliqua à apporter à ses lecteurs une méthode et un savoir qui devaient renforcer leur jugement et augmenter leur liberté, « par des informations étendues et exactes, donner à toutes les intelligences libres le moyen de comprendre et de juger elles-mêmes les événements du monde ³ ». L'essentiel de l'éditorial du premier numéro paru le 18 avril 1904 et vendu à 130 000 exemplaires était consacré à la promesse de libération incarnée par le socialisme : « *L'humanité* n'existe point encore, ou elle existe à peine, écrit Jaurès. À l'intérieur de chaque nation, elle est compromise et comme brisée par l'antagonisme des classes, par l'inévitable lutte de l'oligarchie capitaliste et du prolétariat. Seul, le socialisme,

2. Cf. Christophe Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Éd. du Seuil, 1993.

3. Joignant le geste à la parole, Jaurès charge Lucien Herr de la politique étrangère.

en absorbant toutes les classes dans la propriété commune des moyens de travail, résoudra cet antagonisme et fera de chaque nation enfin réconciliée avec elle-même une parcelle d'humanité. » L'unité présente des socialistes devait constituer l'un des moyens décisifs d'un tel avènement. Jaurès s'en convainquit définitivement après le congrès d'Amsterdam de la Deuxième Internationale.

Le passage par l'Internationale

Les débats du congrès qui se déroula à la mi-août 1904 décidèrent bien du processus d'unification. Jaurès dut subir de vives critiques contre la politique de la participation. Jules Guesde fut l'un des opposants les plus déterminés⁴, contestant que la République ait pu avoir été en danger pendant l'affaire Dreyfus et accusant celui qui s'était engagé pour Dreyfus de réduire le socialisme à une étape avancée de la révolution démocratique du XVIII^e siècle. Jaurès répondit sur le fond, défendant le caractère historique et progressiste de la République en France et le soutien que pouvait lui accorder le prolétariat⁵. Bebel riposta en reconnaissant que la République était certes préférable à un « pays réactionnaire, féodal, policier [mais] que nous ne nous ferons pas casser la tête pour elle ». Jaurès comprit à ce moment que l'heure des choix était venu. La majorité du Congrès lui dictait du reste la marche à suivre en rejetant la motion conciliante formée par Adler et Vandervelde et en votant celle qui demandait l'unification des partis socialistes dans chaque pays : « Après Amsterdam [...] il est, par-dessus tout, l'homme de l'unité », conclut Vandervelde⁶.

La naissance de la SFIO

Le choix de l'unité devait entraîner pour Jaurès la séparation d'avec ses anciens compagnons réformistes dont Briand, Millerand et Viviani. Au congrès extraordinaire du Parti socialiste français qui eut lieu en mars 1905, il entraîna la majorité à voter la fin de l'union avec le Bloc des Gauches. La voie était ouverte pour la dernière étape de l'unité. Le 23 avril, les délégués du Parti socialiste français, ceux du Parti socialiste de France et les représentants de différentes fédérations autonomes se réunirent à la salle du Globe.

4. Leur opposition est ancienne. Elle remonte notamment à la fameuse controverse dite des « Deux Méthodes » exposée à Lille en octobre 1900.

5. Cf. Charles Rappoport, *Jean Jaurès. L'homme. Le penseur. Le socialisme* (1915), Paris, Éd. Anthropos, 1984, p. 57 sq.

6. Émile Vandervelde, *Souvenirs d'un militant*, Paris, Denoël, 1939, p. 157.

Deux jours plus tard naissait la Section française de l'Internationale socialiste. Pour Jaurès qui s'était personnellement et politiquement investi dans cette issue ⁷, le gain de puissance obtenu grâce à l'unité compensait largement les défections des réformistes persuadés de la victoire des révolutionnaires dans cette bataille longtemps incertaine. D'autres, parmi lesquels beaucoup de ses amis qui n'étaient guère tentés par la fusion, firent au contraire le pari du « jauresisme » contre le guesdisme ⁸.

Le 14 décembre suivant, Jaurès pouvait annoncer, à la tribune de la Chambre, le mouvement irrésistible d'un socialisme libérateur et victorieux, si puissant qu'il pouvait incarner la patrie elle-même.

C'est dans le prolétariat que le verbe de la France se fait chair ! [...] L'indépendance de la nation et l'émancipation sociale sont inséparables. Il ne faut pas qu'il y ait d'équivoque : la classe ouvrière défendra l'idée de la patrie, mais elle ne sera pas dupe de ceux qui essaient d'exploiter l'idée de patrie elle-même dans un intérêt de classe, elle essaiera par un incessant effort, de substituer à une patrie d'inégalité et de privilège une patrie de pleine égalité sociale qui s'harmonise par là avec les autres patries. C'est à cet effort, Messieurs, que s'emploient à cette heure toutes les énergies de la classe ouvrière française ⁹.

La fin de la défense républicaine

La convergence de l'usure des radicaux et du nouveau contexte idéologique créé par l'unité socialiste rendit de moins en moins probable la poursuite de l'expérience du Bloc. La Délégation des Gauches n'allait pas survivre à la chute du ministère Combes. Déjà, Jaurès avait enjoint à Aristide Briand de refuser le portefeuille de

7. « Ce parti, qu'était-ce donc ? Je le définirai d'un mot : c'était l'œuvre de Jaurès et son reflet. C'est lui qui l'a créé et qui l'a soutenu », estime Daniel Halévy dans un propos recueilli par M. Prélot (cité par Harvey Goldberg, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 1970, p. 389).

8. Cf. Daniel Lindenberg et Pierre-André Meyer, *Lucien Herr. Le socialisme et son destin*, Paris, Calmann-Lévy, 1977, p. 190 sq.

9. Le député nationaliste Joseph Lasies l'interrompt en s'écriant : « Voilà qu'on nous récite l'Angélus, maintenant ! » Nous renvoyons à l'édition du *Journal officiel* des débats de la Chambre des députés. Ce renvoi vaut pour les autres références des discours parlementaires cités. Sur Jaurès parlementaire, les travaux sont nombreux (voir Gilles Candar, Michel Launay, Madeleine Rebérioux, Rolande Trempe).

l'Instruction publique dans le ministère formé le 24 janvier 1905 par Maurice Rouvier. Les socialistes passèrent progressivement dans l'opposition, laissant le gouvernement glisser vers la droite à qui il accorda la grâce des condamnés nationalistes de la Haute Cour, dont Paul Déroulède, tandis qu'il refusait la liberté syndicale aux ouvriers de l'État. Jaurès et ses amis, qui avaient été « grandement troublés ¹⁰ » par la composition du ministère, firent le minimum afin d'assurer la cohésion nécessaire au vote des dernières grandes lois auxquelles tenaient les socialistes. Mais une crise internationale de grande ampleur montra l'importance des divergences qui devaient mener à la rupture. Jaurès prit une part très active dans la révélation d'un colonialisme que ne voulaient plus accepter les socialistes.

La crise de Tanger

La question marocaine précipita en effet la séparation avec les radicaux de la même manière qu'elle consumma la rupture avec les réformistes qui soutenaient la politique coloniale. Jaurès dénonçait celle-ci depuis plusieurs mois ¹¹. Le 19 avril 1905, il prononça à la Chambre un réquisitoire contre la politique radicale menée au Maroc, et dont le voyage à Tanger de l'empereur d'Allemagne venait de révéler l'impasse. Pour lui, le mécanisme des impérialismes reposait sur la conjonction du colonialisme et du nationalisme.

L'offensive de Jaurès ne fut pas sans effets puisqu'un règlement international fut obtenu grâce au traité d'Algésiras signé le 7 avril. La notion d'arbitrage qui lui était chère ¹² avait montré ses possibilités, provisoirement du moins. L'intervention de Jaurès dans la crise eut aussi un rôle de révélateur du nationalisme intérieur : ses prises de position entraînèrent en effet de très violentes ripostes qui montraient la haine qu'il inspirait aux nationalistes. Ceux-ci pouvaient exploiter de surcroît les provocations de Gustave Hervé et tenter alors de le rendre responsable de l'antipatriotisme d'extrême gauche ¹³. Jaurès fut conduit à réaffirmer son attachement à la patrie nationale et son souci d'éviter tout dogmatisme en ce domaine ¹⁴.

10. *L'Humanité*, 23 janvier 1905.

11. En novembre 1904, Jaurès prononça plusieurs discours où il attaqua sévèrement la politique du ministre des Affaires étrangères, Théophile Delcassé.

12. Voir son discours à la Chambre des 8 et 15 décembre 1905 sur le désarmement et l'arbitrage international.

13. Cf. Gilles Heuré, *Gustave Hervé. Itinéraire d'un provocateur*, Paris, La Découverte, 1997, p. 46 sq.

14. Au terme d'un débat public qui eut lieu à la salle de l'Élysée-Montmartre et dont *L'Humanité* publia le texte dans son édition du 29 mai 1905,

Pour preuve, il travailla à la conclusion des deux grandes lois qu'il souhaitait pour la République, le service militaire de deux ans adopté le 21 avril 1905 et la séparation des Églises et de l'État obtenue plus difficilement en juillet de la même année. Enfin, l'événement fondateur de la défense républicaine continua de mobiliser Jaurès, jusqu'à l'intervention qui scella, le 19 mars 1908, le transfert des cendres de Zola au Panthéon. Ce fut une nouvelle occasion de croiser le fer avec les nationalistes de la Chambre. L'hostilité qu'il nourrissait à leur rencontre n'avait pas faibli alors qu'elle semblait moins utile depuis la fin du réformisme et l'entrée dans l'âge de l'unité. En 1904 et 1905, la bataille que Jaurès mena contre les nationalistes fut tout aussi passionnée que l'unité conquise, requérant ses talents de « grand orateur ¹⁵ » dont il ne manquait pas.

Un « grand orateur » contre les nationalistes

1904 et 1905 constituent aussi pour Jaurès un moment intense de lutte contre le nationalisme où se mêlent des offensives directes et des contre-offensives vigoureuses. Devant ce qu'il considère comme une forme de violence politique extrême, le leader socialiste n'a de cesse de s'opposer en utilisant toutes les armes qu'il juge adéquates. Il a toujours procédé ainsi dans ses combats avec l'extrême droite. Il s'agit pour lui de ne laisser aucun répit, aucun espace, aucun avenir à l'expression du nationalisme. C'est ainsi qu'il faut comprendre sa décision de se déplacer jusqu'à la frontière espagnole pour échanger un coup de revolver avec Paul Déroulède en décembre 1904, un épisode qui fut souvent jugé grotesque ou ridicule, mais dont Jaurès assumait l'entière responsabilité. Il lui accordait une importance politique dans la mesure où l'acceptation du duel signifiait son choix de ne jamais accepter les armes de la calomnie et la violence utilisées par les nationalistes.

Un devoir de résistance

Le chef de la Ligue des patriotes, exilé au pays basque espagnol depuis sa condamnation par la Haute Cour avait fait d'une réponse à un trait d'ironie de *l'Humanité* rapportant une manifestation

Jaurès déclara ainsi : « La vérité, c'est que la relation complexe entre le devoir national et le devoir international ne peut trouver une solution à l'avance, soit par des slogans mécaniques, soit par des formules toutes faites. »

15. Charles Péguy, *La République... notre Royaume de France*, textes politiques choisis par Denise Mayer, Paris, Gallimard, 1946, p. 24.

nationaliste devant la statue de Jeanne d'Arc à Paris¹⁶, l'occasion d'une offensive frontale contre son directeur. Par une lettre du 30 novembre 1904, il accablait Jaurès et associait son action à une œuvre de trahison nationale. Jaurès répliqua sur-le-champ par le défi du duel qu'acceptait en retour de courrir un Déroulède décidé à poursuivre l'offensive antijaurésienne jusqu'au cœur de la politique de son adversaire, parlant du socialisme comme d'« un abominable système de délation et d'oppression [...] dont l'ensemble est la négation absolue et amènerait la ruine totale de la République¹⁷ ». Le face à face eut lieu sur le territoire français le 6 décembre 1904, devant une foule importante de badauds et de journalistes qui en rendirent compte, photographiés à l'appui¹⁸.

Mais la signification de l'événement est ailleurs, d'abord dans la confirmation du pouvoir de Jaurès capable d'obtenir du président du Conseil un sauf-conduit immédiat pour Déroulède autorisé à gagner le territoire national pour la durée du combat, et surtout dans sa volonté de donner un coup d'arrêt aux violences nationalistes. Celles-ci se multipliaient contre lui alors que l'échec du congrès d'Amsterdam l'avait empêché temporairement d'obtenir les armes de la reconquête idéologique face au nationalisme. Sa réponse à Déroulède constitue ainsi une déclaration de résistance absolue dont il ne considèrait pas les formes comme totalement incompatibles avec la morale de son parti :

Ainsi, Monsieur, parce qu'un de mes collaborateurs a parlé de « l'inévitable dépêche de Déroulède », vous m'outragez. À une plaisanterie inoffensive, vous répondez par l'insulte. Je n'ai point à discuter votre conception du patriotisme : il vous plaît de retrancher de la conscience nationale ceux qui veulent que la France rétablisse sa vraie grandeur en travaillant à l'avènement de la démocratie, de la liberté, de la justice sociale et de la paix dans le monde.

C'est tant pis pour vous. Mais je ne puis accepter le ton et la forme de votre dépêche et je prie deux de mes amis,

16. « Ce sera la moralité de cette grande journée, en attendant l'inévitable télégramme de Déroulède » (« La bataille des Pyramides », *l'Humanité*, 28 novembre 1904).

17. Lettre du 2 décembre 1904. L'ensemble du dossier a été exhumé par Bertrand Joly dans sa thèse de doctorat d'histoire, *Paul Déroulède (1846-1914)*, Paris, Université de Paris IV, 1996, p. 943. Voir aussi son *Déroulède. L'inventeur du nationalisme*, Paris, Perrin, 1998, p. 340-342.

18. Voir *l'Illustration*, 10 décembre 1904.

MM. Gabriel Deville et Augagneur, députés, de vous demander la réparation qui m'est due ¹⁹.

Les amis de Jaurès comprirent mal cette violence répondant à une autre violence ²⁰ alors que le leader socialiste avait toujours professé des ripostes intellectuelles et repoussé la violence physique. Un témoignage contemporain de Jules Renard montre cependant que la réaction de Jaurès était pensée, qu'elle traduisait sa volonté de s'opposer brutalement à cette politique de la violence, qu'elle voulait signifier aux nationalistes que tout ne leur était pas permis et qu'il restait possible de les harceler jusque dans leurs retranchements, jusque dans leurs méthodes.

Cela me fera de la peine, dit-il, mais j'ai raison. J'ai pris le temps de la réflexion. Je ne pouvais plus. Depuis quelque temps, je les sens tous, là, prêts à m'insulter dans ma femme ou dans ma fille. Je reçois des lettres d'ordure. Je sens grimper les limaces. Je me sens couvrir de crachats. Je veux arrêter tout cela par un geste ridicule, mais nécessaire. Je ne veux pas qu'on se croie tout permis, qu'on me mette dans la rue le bonnet d'âne ²¹.

La solidarité ministérielle

Le caractère que d'aucuns jugèrent inapproprié de la riposte de Jaurès traduisait un choix de combat permanent contre le nationalisme depuis la crise boulangiste, doublé de la nécessité de protéger ses alliés gouvernementaux de plus en plus vulnérables à de telles attaques. Son soutien indéfectible au Bloc des Gauches impliquait

19. « Le parti socialiste, auquel j'appartiens tout entier, condamne et a raison de condamner ces façons ineptes et barbares de régler des conflits d'idées. Mon excuse envers lui, c'est que je n'ai jamais usé de provocation et que je cède, au contraire, à la provocation la plus directe, la plus évidente, la plus injustifiée. / Je négligerais si vous pouviez discuter avec moi dans des conditions normales. / La qualité d'exilé invoquée par vous m'interdit de la dédaigner » (B. Joly, *Paul Déroulède, op. cit.*, p. 943).

20. « On critique la décision de Jaurès. L'un affirme que Déroulède tirera en l'air, qu'il l'a déjà fait pour Clemenceau. / Jaurès vient à moi, me serre la main, et je lui dis : — Oh ! tous vos amis cesseront de vous aimer et de vous admirer tant que durera cette ridicule histoire », écrit Jules Renard dans son *Journal* (éd. présentée et annotée par Henry Bouteillier, Paris, Robert Laffont, 1990, p. 740).

21. *Ibid.*, p. 740-741.

un devoir de défense, particulièrement à la tribune de la Chambre où il assumait les charges de « ministre de parole ». Peu importe que cet engagement apparaisse comme une stratégie divergente avec le principe d'unité qui allait bientôt guider la majorité des socialistes, peu importe aussi que ce type de combat soit voué à des formes d'impuissance ou qu'il n'affronte surtout que l'opposition nationaliste parlementaire. Jaurès pratiquait une fonction de surveillance qui l'entraînait à porter des coups sévères à l'extrême droite tout en assistant la défense républicaine. À trois reprises au moins en 1904 et 1905, il parvint à sauver le gouvernement alors qu'il le savait condamné. En aucun cas cependant, il n'acceptait que le coup de grâce fut donné par les nationalistes. Il ne pouvait admettre que ceux-ci puissent profiter des erreurs ou des difficultés des radicaux et se faire les champions du droit alors que toute leur politique, depuis le boulangisme, avait été de vouloir l'échec de la République et la mort de la démocratie. Il mit son magistère de la parole au service d'une stratégie qu'il savait pourtant instable et temporaire. Est-ce à dire pour autant qu'il avait compris le tournant du nationalisme ?

Le « ministre de la parole »

Le 4 novembre 1904, il n'hésite pas à intervenir à la Chambre dans un débat qui semblait perdu d'avance pour le gouvernement après la révélation de « l'affaire des fiches ». Le ministre de la Guerre, le général André, venait même d'être giflé par le député nationaliste Gabriel Syveton. Jaurès fit alors entendre sa voix pour replacer l'affrontement dans des enjeux politiques majeurs : « Il s'agit de savoir si nous allons permettre aux partis de la réaction de renverser les rôles en dénonçant comme des intrigants et des délateurs des officiers républicains qui pendant de longues années ont été victimes d'un régime d'injustice qui ont été l'objet d'une permanente délation. » Il réussit au final à sauver le gouvernement, non sans avoir essuyé de violentes attaques auxquelles il répondit aussitôt et qu'il rapprocha de pratiques historiques du nationalisme : « Depuis des années, ce n'est pas seulement ici, c'est partout, que j'ai rencontré les hurlements de cette horde nationaliste ²². »

Ensuite, il prit la défense du ministre de l'Instruction publique, Joseph Chaumié, mis en difficulté dans la polémique ouverte par les

22. Dans *la Dépêche de Toulouse* du 28 décembre 1904, Jaurès insiste : « Ce grand parti nationaliste, le parti de l'honneur, de la vertu, après s'être incarné en Esterhazy, a pris la figure de Syveton. »

nationalistes contre Amédée Thalamas, professeur d'histoire au lycée Condorcet, qui avait parlé de Jeanne d'Arc en des termes qui déplurent. Une campagne de presse et une campagne d'opinion très violentes obligèrent le gouvernement à déplacer l'enseignant au lycée Charlemagne. Jaurès se porta au secours d'un intellectuel dont le procès public devenait le symbole du réveil nationaliste et qui traduira, quatre ans plus tard, la puissance de l'Action française. Dans l'intervalle, Jaurès et ses amis crurent être vainqueurs²³.

Cette menace pour lui sans cesse répétée justifiait l'ampleur de sa riposte quand bien même la cause était moins noble que celle de Dreyfus et que les premiers bénéficiaires politiques de son engagement ne se trouvaient être que les radicaux du Bloc. Mais la violence nationaliste devait justifier, pour Jaurès, ce type d'engagement ministériel. Le 14 janvier 1905, il allait enfin sauver un ministère dont les jours étaient pourtant comptés. À nouveau, il dénonça la menace nationaliste et contribua à placer les républicains devant leurs responsabilités envers la République. Pourtant, Jaurès songeait à cet instant bien davantage au socialisme et à l'unité qui était maintenant à portée de main. Il n'abandonnait pas pour autant la lutte contre le nationalisme.

Les ennemis déclarés

C'est que le destin politique de Jaurès avait fini par s'identifier à un statut de cible permanente des nationalistes dont il relevait à chaque fois le défi en espérant les terrasser, comme il avait cru pouvoir le faire lors du grand discours de relance de l'Affaire des 6 et 7 avril 1903. La fonction de surveillance qu'il assura particulièrement en 1904 et 1905 lui valut en effet d'être plus que jamais le destinataire des haines nationalistes. Il suffit de se reporter aux caricatures diffusées par ses ennemis. Elles constituent « une sorte de bréviaire de haine²⁴ ». L'épisode du duel s'explique ainsi par le rejet fondamental de la violence dont il est accablé en permanence et que traduit la lettre de protestation de Déroulède du 30 novembre 1904 :

Monsieur Jaurès, [...] La situation exceptionnelle que vous m'avez faite hors de mon pays et sur laquelle vous veillez, je le sais, avec un soin jaloux, a forcément un peu

23. « On attend Jaurès. Il a prononcé à la Chambre un admirable discours à la gloire de Jeanne d'Arc, et il a sauvé Chaumié » (J. Renard, *Journal 1887-1910*, op. cit., p. 740).

24. Alain Boscus, « Jaurès et la caricature : de l'humour à la propagande », in *Jean Jaurès. L'époque et l'Histoire*, Castres, CNMJJ, 1994, p. 196.

*retardé ce télégramme inévitable, mais vous n'aurez pas tout perdu pour attendre et le voici : [...] Je vous tiens, vous, Monsieur Jaurès, pour le plus odieux perversificateur de consciences qui ait jamais fait en France le jeu de l'étranger, sans avoir su même par là vous concilier ni l'estime ni la sympathie de ces frères allemands, en faveur desquels vous vous évertuez à nous faire renier nos frères de l'Alsace et de la Lorraine. Rappelez-vous l'injurieux mépris de Bebel pour votre socialisme ministériel, rappelez-vous le dernier jugement de Kautsky sur votre République franc-maçonne, délatrice et policière*²⁵.

Les succès politiques de Jaurès dans la défense des ministères radicaux ne font qu'accroître le ressentiment des extrêmes, à l'extrême gauche comme à l'extrême droite. Les accusations des nationalistes portées durant la première crise marocaine inscrivent dans l'opinion une idéologie de la trahison qui conduira à son assassinat et que les biographes de Jaurès, de Charles Rappoport à Lucien Lévy-Bruhl, de Marcelle Auclair à Jean Rabaut, de Harvey Goldberg à Madeleine Rebérioux, ont souvent rappelé pour l'année 1905. En s'exposant, Jaurès démontra comment le nationalisme avait regagné tout le terrain perdu depuis ses échecs dans le boulangisme, l'antisémitisme et l'antidreyfusisme, et combien les années 1904-1905 constituaient, sinon un tournant du moins un retour. En même temps, il ne s'attacha qu'aux formes les plus immédiates, les plus politiques du nationalisme, celles qu'il percevait dans le quotidien de son action et dans les espaces qui allaient de Carmaux à la Chambre, de *la Dépêche de Toulouse* à *l'Humanité*. La pensée de l'Action française lui était ainsi beaucoup moins familière, de la même manière qu'il hésitait devant l'extrême gauche antipatriotique (Gustave Hervé) ou antisémite (Urbain Gohier). Sa campagne électorale pour les élections législatives de 1906 refléta cette indécision devant les mutations du nationalisme au profit de la simple perception de ses seules méthodes.

Des élections sous influence

Après la chute du ministère du Bloc des Gauches et l'investiture de Maurice Rouvier, les socialistes jaurésiens cessèrent de soutenir les

25. Cité *in extenso* dans B. Joly, *Paul Déroulède, op. cit.*, et par extraits dans Henry Contamine, « Jaurès vu par les nationalistes français », in *Actes du colloque Jaurès et la nation*, Toulouse, Association des publications de la Faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse, 1965, p. 123.

républicains, et Jaurès lui-même enjoignit à Aristide Briand de refuser le portefeuille de l'Instruction publique, avançant que l'unité était proche et qu'il ne fallait pas renouveler « le geste de Millebrand » de juin 1899. Les deux hommes allaient pourtant se retrouver encore dans un ultime combat, celui de la séparation des Églises et de l'État qu'ils menèrent avec des radicaux comme Ferdinand Buisson et des libéraux comme Joseph Reinach. Ils livrèrent bataille à l'opposition parlementaire et aux nationalistes jusqu'à l'extrême fin de l'année 1905, au moment où l'unité socialiste désormais acquise pouvait pourtant dispenser de ces luttes réformistes. Mais Jaurès savait qu'elles faisaient elles aussi progresser la démocratisation de la France. Le temps de cette solidarité était pourtant compté avec la montée des grèves ouvrières à partir de mars 1906 et la répression décidée par Georges Clemenceau, ministre de l'Intérieur dans le nouveau ministère formé par le radical Jean Sarrien. Les élections générales des 6 et 20 mai 1906 furent dominées par cette tension nouvelle qui donnait raison aux partisans de la rupture avec les radicaux. Le nouveau parti demanda à ce que les fédérations agissent, au second tour, « dans les intérêts du prolétariat et de la République sociale ». Jaurès fut difficilement réélu à Carmaux et il dut affronter les violences verbales aussi bien que physiques de son adversaire, le marquis de Solages. Mais l'hostilité croissante qui se développa entre les socialistes et le ministère Sarrien dominé par Clemenceau détourna en partie Jaurès du combat contre les nationalistes pour le placer dans une configuration de défense du prolétariat et de lutte contre la « doctrine de l'individualisme absolu » dénoncée à la Chambre le 18 juin 1906.

Brutalement, la distance qui séparait le collectivisme de l'individualisme devint infranchissable. Les deux hommes qu'avait unis si profondément l'engagement dreyfusard se signifièrent leur congé mutuel. L'affrontement ne manquait pas de hauteur. Mais il éloignait Jaurès du combat contre les nationalistes et le dirigeait vers la lutte contre un capitalisme qui révélait pour lui son vrai visage. « Nous ne sommes pas dupes de l'hypocrisie sociale des dirigeants, déclarait-il à nouveau le 19 juin. Sous prétexte de réprimer ou de prévenir la violence ouvrière, ils paralysent, ils accablent toute action du prolétariat. »

Une lutte incertaine

Ainsi Jaurès s'éleva-t-il courageusement contre le nationalisme au moment de son tournant. Il en avait fait une affaire personnelle, non pas selon quelque obsession maniaque mais en vertu d'une lecture

politique qui démontrait qu'avec lui la République comme le socialisme, la nation comme l'État, l'individu comme la société étaient menacés. Depuis le boulangisme, le nationalisme était devenu pour lui un fait marquant dont la force était apparue dans sa totalité avec l'affaire Dreyfus. Convaincu qu'il ne pouvait y avoir de fin à celle-ci sans redonner à Dreyfus sa dignité dans la cité et sans mettre en accusation les nationalistes, il avait prononcé le grand discours des 6 et 7 avril 1903. L'intellectuel le disputait au politique dans un engagement clairement démocratique²⁶. Les acquis de cette offensive solennelle furent importants puisque non seulement la marche de la justice fut réenclenchée en faveur de Dreyfus, mais de surcroît les nationalistes furent fortement ébranlés.

En 1905, il n'est pas possible de constater les mêmes résultats alors que la lutte de Jaurès s'était encore intensifiée. Au contraire, si tournant nationaliste il y a, il est bien dans la progression du nationalisme dans l'opinion, débouchant sur des formes d'institutionnalisation intellectuelle et politique comme celle que réalisa l'Action française. Et c'est probablement du côté de ces facteurs intellectuels et politiques que Jaurès échoua dans sa lutte contre le nationalisme en ne parvenant pas à trouver dans l'unité socialiste un instrument comme l'avait été la vérité du dreyfusisme.

Les limites d'un engagement

En 1904-1905, Jaurès attaquait le nationalisme sur la base d'un modèle qui avait été celui de l'affaire Dreyfus et du sursaut républicain. Il privilégiait ainsi les ripostes en direction d'un Déroulède qui avait certes menacé le régime parlementaire, mais qui incarnait cependant un nationalisme populaire et républicain à la différence des extrémités idéologiques d'un Charles Maurras²⁷. Les provocations du chef de la Ligue des patriotes tenaient plus à une détresse personnelle et politique qu'à une volonté de s'acharner sur un adversaire à qui il rendit du reste hommage à sa mort. Jaurès ne comprit pas la subtilité des positions nationalistes et la nature des reclassements qui s'opéraient à l'extrême droite à cette époque. Il se concentra sur la figure de Gabriel Syveton, héritier d'un

26. Cf. Vincent Duclert, « Un engagement démocratique : Jaurès et la troisième affaire Dreyfus (1900-1906) », in Id., Rémi Fabre et Patrick Fridenson (dir.), *Avenirs et avant-gardes en France XIX^e-XX^e siècles*. *Hommage à Madeleine Rebérioux*, Paris, La Découverte, 1999, p. 307-325.

27. Dans ses différents travaux, Bertrand Joly a su démontrer comment Paul Déroulède n'était pas réductible aux nationalisme antisémite et antirépublicain.

nationalisme brouillon et aventurier qui ne représentait plus une menace politique majeure. Il limitait de ce fait sa perception du phénomène à la seule conception d'un désordre, d'une violence et d'une injustice devant lesquels il suffirait de recourir à une rhétorique de dénonciation et de stigmatisation. Lorsque Jaurès ironise en déclarant que l'ultra-nationalisme a pris le masque de la corruption et que « ce grand parti nationaliste, le parti de l'honneur, de la vertu, après s'être incarné en Esterhazy, a pris la figure de Syveton », il n'est pas certain qu'il apporte les armes politiques les plus pertinentes à cette croisade, seulement quelques mois après la publication du bréviaire antisémite de Maurice Barrès, *Ce que j'ai vu à Rennes*. L'écrivain nationaliste, qui démontrait la culpabilité de Dreyfus par son physique, par sa race, par son déracinement²⁸, participait ainsi au mouvement de recomposition idéologique du nationalisme qu'allait incarner encore plus nettement l'Action française de Charles Maurras. En dépit de ce qu'imaginait Jaurès, Syveton avait fini par ne représenter plus que lui-même et quelques égarés de la Ligue de la patrie française, devenue exsangue. La « fin misérable²⁹ » de son trésorier le 8 décembre 1904 n'émut que quelques fidèles. En poursuivant un tel combat, en finissant dans *l'Humanité* par accuser sa femme d'être responsable de sa mort, Jaurès avouait qu'il n'avait pas compris la mutation du nationalisme et sa portée politique. Cet échec, qui ne se voyait pas nécessairement derrière les succès de parole, pouvait renvoyer à un éloignement de la sphère intellectuelle, matrice essentielle de la lutte contre le nationalisme pendant l'affaire Dreyfus.

Un éloignement intellectuel

Jaurès, en effet, avait délaissé progressivement cette dimension. Ce qui avait fait sa force, cette capacité à être tout à la fois intellectuel, politique et socialiste, ne dominait plus cette époque décisive pour la lutte contre le nationalisme. Jaurès s'était éloigné des pratiques intellectuelles qui pouvaient justement lui donner les moyens de comprendre le tournant nationaliste comme il avait compris l'ampleur de la crise de l'affaire Dreyfus. Entre 1898 et 1902, il s'était ancré dans une dimension de pensée critique qui avait fortement déterminé ses activités militantes, de l'écriture des *Preuves* en 1898 à la coordination de *L'histoire socialiste de la Révolution française*

28. Maurice Barrès, *Ce que j'ai vu à Rennes*, Paris, Sansot, 1904.

29. Bertrand Joly, *Dictionnaire biographique et géographique du nationalisme français (1880-1900)*, Paris, Champion, 1998, p. 377.

et à la rédaction en 1903 des deux gros volumes pour les années 1792-1794, des travaux qui l'amènèrent à fréquenter – surtout pour le second, les archives, les bibliothèques, l'histoire. Ce travail intellectuel l'avait conduit à fonder l'engagement des socialistes dans l'affaire Dreyfus, puis à reformuler le socialisme au regard de cette aventure, enfin à légitimer la participation à la défense républicaine. Jaurès avait en effet constaté que le prolétariat pouvait partiellement s'émanciper dans le cadre même de la société capitaliste, en prenant appui sur les institutions et les élites libérales.

À cette époque, il « travaillait beaucoup », se souvint Péguy dans un « Courrier de Russie » paru le 19 novembre 1905 dans les *Cahiers de la Quinzaine*. Il ajoutait : « Ce fut la période aussi, les quatre ans où n'étant pas député, sorti du monde parlementaire, presque de tout le monde politique, il eut vraiment dans ce pays une situation qu'il n'a jamais retrouvée ». De cette époque datait la haute figure avec laquelle Jaurès avait fini par ne faire qu'un : « Son ancienne et authentique gloire de l'ancienne affaire Dreyfus, renforçant, doublant sa plus ancienne et sa non moins authentique gloire socialiste, l'entourait encore d'un resplendissement de bonté »³⁰. Pour Péguy cependant, Jaurès s'était progressivement éloigné de ce temps. Il avait quitté la dimension citoyenne et intellectuelle quand, redevenu député, il s'était mis au service du Bloc des Gauches et qu'il avait recherché l'unité des socialistes.

Certes, en 1904, le projet de *l'Humanité* se situait aussi très largement dans ces pratiques intellectuelles de critique, de savoir et de vérité³¹, mais l'intellectuel Jaurès semblait s'être dépris de lui-même au profit du militant politique. Ou plus exactement, toujours selon Péguy, il passa de l'intellectuel critique à l'intellectuel rhéteur, capable de tout expliquer « par des raisons discursives, éloquentes, concluantes. Démonstratives. C'est ce qui l'a perdu. Un homme qui est si bien doué pour expliquer tout est mûr pour toutes les capitulations. Une capitulation est essentiellement une opération par laquelle on se met à expliquer, au lieu d'agir »³².

La raison politique

L'impossibilité de comprendre le nationalisme en 1904-1905 découlait en partie du choix politique du soutien au Bloc des Gauches.

30. Charles Péguy, « Courrier de Russie », in *Œuvres en prose complètes*, éd. par Robert Burac, Paris, Gallimard, coll. « La Pléiade », II, 1988, p. 73-74.

31. L'inflexion intellectuelle de *l'Humanité* tient beaucoup à l'action de Lucien Herr (cf. D. Lindenberg et P.-A. Meyer, *op. cit.*).

32. Ch. Péguy, art. cit., p. 75.

D'une part, l'action quotidienne lui laissa moins de disponibilité pour demeurer un intellectuel, non pas que politique et intellectuel soient inconciliables, mais parce que la forme même du choix en faveur la politique ministérielle impliquait des compromis peu compatibles avec la politique intellectuelle. D'autre part, Jaurès fut contraint, parfois malgré lui, de construire un nationalisme clérical et conservateur pour mieux le combattre et justifier une représentation, utile au point de vue de la solidarité gouvernementale, mais souvent éloignée de ce qui fit le cœur du tournant nationaliste. En tout cas, il conserva jusqu'en 1905 une très grande proximité avec le Bloc. Il appartient *de facto* au cabinet, et son influence lui permit, par exemple, d'obtenir pour Déroulède ce sauf-conduit de quelques heures l'autorisant à se rendre en territoire français. Contrairement à la crise boulangiste et à l'affaire Dreyfus où Jaurès était seul dans son combat contre le nationalisme, le moment du Bloc des Gauches le rendit solidaire d'un système politique auquel il consentit en choisissant l'union avec les radicaux.

La raison politique l'emporta également lorsqu'il s'agira de rompre avec le Bloc, une fois l'unité des socialistes acquise. La lutte contre le nationalisme s'inscrit alors dans un dispositif idéologique plus puissant encore, qui n'est plus l'anticléricalisme mais le socialisme. Pourtant, Jaurès, comme nous l'avons vu, poursuit son combat en pratiquant un compagnonnage affectif avec plusieurs de ses anciens alliés. Mais, en novembre 1905, Péguy ne s'entoure pas de ces subtilités pour juger Jaurès et ses « capitulations » répétées qui disent la vérité de ses impuissances et de ses illusions. Le caractère à nouveau excessif du jugement n'exclut pas que Péguy ait compris les impasses du combat idéologique contre le nationalisme, un combat dominé par les dispositifs de pouvoir et les logiques de parti.

« Cette longue déchéance »

Ce que Péguy reproche à Jaurès pour ce combat perdu, c'est moins son choix d'opérer en politique plutôt qu'en mystique, pour reprendre la distinction fameuse inscrite en 1910 dans *Notre jeunesse*, que de renoncer à sa personnalité politique dans cette lutte contre le nationalisme, que de perdre une fidélité envers des combats anciens qui avaient été gagnés, selon Péguy, et qui méritaient d'être poursuivis. Écrivant en 1905, Péguy saisit Jaurès au moment où celui-ci a soumis la cause de la démocratie à celle de l'unité. Pour le directeur des *Cahiers*, ce choix idéologique sanctionne toute sa politique républicaine depuis l'affaire Dreyfus. Jaurès n'est plus le citoyen et l'intellectuel qu'il avait été en 1898. Ses engagements ultérieurs ne pouvaient être alors que sans gloire et sans effet.

Particulièrement contre les nationalistes. Le contraire de ce que Péguy avait attendu de lui et qu'il dénonce avec dureté :

*C'est dans cet esprit que j'ai assisté à cette longue déchéance, que j'ai suivi, de l'une à l'autre continûment, cette série ininterrompue de capitulations et de complicités : capitulation par l'amnistie devant la démagogie réactionnaire nationaliste militariste antisémite antidreyfusiste ; presque aussitôt et comme en continuation du même geste capitulation devant la démagogie combiste et complicité dans la démagogie combiste ; religion, superstition du bloc, poursuivie dans les excès mêmes où la justice demandait qu'elle ne s'exerçât point ; et aujourd'hui tout au contraire, brusquement, rupture de la défense républicaine jusque dans les utilités où elle était légitime ; c'est-à-dire ici capitulation devant la vieille démagogie guesdiste et devant la démagogie hervéiste, récente ; toujours cette maladie et cette manie de quelque unité, unité socialiste, unité républicaine, et derechef unité socialiste, qui dans sa tête fatiguée successivement se battent ; pour ne point parler de cette louche et trouble et incompréhensible campagne contre M^{me} Syveton accusée, campagne poussée à fond, on n'a jamais su pourquoi, la seule campagne que Jaurès ait jamais poussée à fond, odieuse et insensée, ou odieuse et criminelle, ou bien d'avoir été faite, ou bien de ne pas avoir été continuée*³³.

La critique est très excessive, mais Péguy perçoit ici, de manière presque contemporaine, les faiblesses de la lutte antinationaliste de Jaurès. Il ne s'agit pas d'un geste gratuit. Elle relève plutôt d'un dépit amoureux pour un socialiste en qui il a passionnément cru, multipliant depuis 1900 les écrits pour expliquer que Jaurès pouvait unir la vérité classique de l'affaire Dreyfus et la vérité révolutionnaire de la lutte des classes. Il veut renvoyer à ce que celui-ci a été et qu'il n'est plus.

Le pari du socialisme

Jaurès paraît insensible aux critiques de Péguy. À cette époque, il est porté par l'œuvre de l'unité, persuadé que les gains historiques et politiques en seront décisifs. Il renverse d'une certaine manière la perspective, comme dans son discours à la Chambre du

33. *Ibid.*, p. 79-80.

14 décembre 1905 où il explique qu'il ne s'agit plus, pour le prolétariat, de soutenir l'action des républicains démocrates mais au contraire pour ces derniers de reconnaître que l'initiative politique, y compris contre les nationalistes, revenait désormais au prolétariat dans lequel « le verbe de la France se fait chair ». Ce changement de régime de vérité, de la vérité classique à la vérité révolutionnaire, lui inspire néanmoins une mélancolie dont Péguy se fait le témoin en 1905 et qui modifie le rapport de Jaurès à la politique.

La mélancolie de Jaurès

La mélancolie annoncée

Un constat s'impose pour la trajectoire politique de Jaurès entre 1904 et 1906, entre l'union avec les radicaux et l'unité avec les socialistes : il renonce difficilement aux combats de la démocratie républicaine, particulièrement en ce qui concerne la lutte contre les nationalistes, donnant raison d'une certaine manière à Péguy. Pourquoi cette hésitation ? Parce que cette ligne que Jaurès s'efforce de maintenir, alors qu'elle n'est plus indispensable à l'unité socialiste, le rattache à l'ancien temps de l'Affaire qu'il ne semble ne pas vouloir quitter définitivement. S'y maintenaient en effet des moyens supérieurs d'action démocratiques tels qu'il les avait pratiqués dans *Les preuves* et tels que le fondateur des *Cahiers* les avaient formulés le 5 janvier 1900, dans la « Lettre du provincial » : « Voilà ce que nous déclarons encore aujourd'hui contre les antisémites. Cette proposition est-elle, aussi, locale ? Non. Elle est universelle et éternelle, disons-le sans fausse honte. Nous demandons simplement qu'on dise la vérité ³⁴. » Au moment où il pressent le passage vers un nouveau monde et la rupture avec l'ancien, Jaurès éprouve justement le besoin de revoir Péguy.

La mélancolie aperçue

Péguy raconta dans les *Cahiers de la Quinzaine* ³⁵ cette rencontre avec Jaurès, « pendant les quelques mois qu'il préparait ce journal qu'est devenu *l'Humanité* ». Péguy ne l'avait pas revu depuis qu'il était redevenu député, en mai 1902. Jaurès était venu à l'imprimerie

34. Charles Péguy, « Lettre du provincial », in *Œuvres en prose complètes*, *op. cit.*, I, 1987, p. 293.

35. Ce texte des *Cahiers de la Quinzaine*, « Courrier de Russie », a été repris dans *La République... notre Royaume de France*, *op. cit.*, p. 160-163.

le rencontrer. Il n'était pas là et le lendemain, c'est Péguy qui s'était rendu chez lui. Il trouva « un tout autre homme. Vieilli, changé, on ne sait combien. Cette dernière entrevue fut sinistre. » Jaurès prononça quelques paroles de circonstances que Péguy jugea aussi sévèrement. « Je n'avais jamais rien vu ni personne d'aussi triste, d'aussi désolant, d'aussi désolé que cet optimisme professionnel. » Il ne voulut pas aborder les raisons profondes de sa démarche en se rendant à l'imprimerie. Péguy échoua à les lui faire dire. Il ne put que saisir un sentiment d'une profonde tristesse³⁶. La rencontre des deux intellectuels qui comptaient tant l'un pour l'autre fut un échec. Elle fut aussi la dernière. Au pied de la statue de La Fayette, Péguy raconte qu'il lui tendit une perche :

J'ai autour de moi, ou enfin il y a aux cahiers un certain nombre de jeunes que vous pourriez y faire entrer. Ils ne sont point célèbres. Ils ne courent point après la gloire. Mais ils sont sérieux. Et ils ont la vertu qui est devenue la plus rare dans les temps modernes : la fidélité. Ce n'est point par la fidélité que brillent ceux qui vous entourent.

Jaurès sembla ne pas comprendre, répondant seulement sur l'aspect professionnel, écartant la dimension intellectuelle qu'introduisait Péguy : « Vous savez bien ce que c'est ! J'ai mon personnel plein avant de commencer. Il est plus facile d'avoir des collaborateurs que de trouver des commanditaires³⁷ ! ». Ce que Péguy voulut alors retenir de cette dernière rencontre, ce fut la mélancolie de Jaurès :

Je n'ai donc jamais pu savoir pourquoi soudain la veille, après un long intervalle et sans crier gare, il était venu me voir à l'imprimerie. Peut-être, au moment de sauter le pas, un regret obscur, et comme un remords sourd. Au moment de quitter à jamais un pays où il avait eu quelque bonheur, et quelque tranquillité de conscience, avant d'entrer dans les

36. « Je croyais qu'il avait quelque chose à me dire. Il n'avait rien. [...] Il sortit. Je l'accompagnai pourtant. Nous allâmes à pied. [...] Au moment de le quitter, je sentis bien que ce serait la dernière fois. Un mouvement profond, presque un remords, fit que je ne pouvais pas le quitter ainsi. [...] Une dernière poignée de main. Il monta, lourd, écroulé, dans ce fiacre baladeur. Je ne l'ai jamais revu depuis. Je n'ai donc jamais su pourquoi, la veille, après un long intervalle et sans crier gare, il était venu me voir à l'imprimerie. » (Ch. Péguy, « Courrier de Russie », *Œuvres en prose complètes, op. cit.*, p. 77-79.)

37. *Ibid.*

marais de la politique, dans les marécages, dans les plaines saumâtres, un dernier regard, une santé dernière, un dernier voyage aux anciens pays de la véritable amitié.

Pour Péguy, le bonheur de Jaurès tenait dans ce qu'il avait été pendant cette époque, « un Jaurès des brumes claires et dorées des commencements de l'automne ». Sachant qu'il allait quitter ce monde, il venait revoir une dernière fois celui qui en avait été avec lui le témoin et l'acteur, et qui allait le juger sans complaisance³⁸. C'est en tout cas l'interprétation de Péguy qui a besoin de cette mélancolie pour construire sa propre politique, mais elle nous permet aussi de surmonter les paradoxes et les contradictions de 1904-1905 dans la connaissance de Jaurès écartelé entre la lutte contre le nationalisme et le combat pour l'unité socialiste :

Avait-il dès lors, et depuis quelque temps, par ces démarches mêmes, un pressentiment de la vie atroce où il allait entrer. Ce jour, ce temps avait dans sa vie une importance capitale. Pour la dernière fois il quittait la vie libre, la vie honnête, la vie de plein air du simple citoyen : pour la dernière fois, et irrévocablement, il allait plonger, faire le plongeon dans la politique. Il était frappé d'une grande tristesse. Il assistait à sa propre déchéance. Et comme il est naturellement éloquent, dans son cœur il se plaignait fort éloquemment³⁹.

Péguy considérait cette évolution comme un renoncement, un déclin. La mélancolie de Jaurès et des amis ne pouvait être alors que très profonde. « Il est certain que ces deux hommes, Herr et Jaurès, ne doivent point considérer sans une grande mélancolie ce qu'ils ont fait de leur puissance et de leur autorité morale. Ils avaient autour d'eux un peuple de citoyens. Ils ont derrière eux une escouade maigre de petits journalistes candidats surambitieux ». Péguy proposait à Jaurès ce que ce dernier n'osait s'avouer car il savait l'hypothèse probablement impossible, à savoir la reconstitution de leurs forces communes contre le nationalisme et l'antisémitisme. Il ne pouvait que constater cruellement la fin d'un moment exceptionnel où le politique s'ancrait sur l'intellectuel, où Jaurès

38. « C'est qu'étant simple citoyen j'ai le recul nécessaire. Situé dans le simple peuple, je vis comme tout le monde, beaucoup de mouvements que les grands ne voient pas » (*ibid.*, p. 76-77). Rester dans cet « ancien monde » ne définit pas une position historique mais plutôt une disposition critique.

39. *Ibid.*, p. 78.

prononçait à la Chambre des discours écrasant le nationalisme et que Péguy publiait aussitôt dans les *Cahiers* comme il l'avait fait pour *Action socialiste* en 1899.

La mélancolie avouée

En 1911, Jaurès fit paraître en édition de librairie la très longue « proposition de loi sur l'Organisation de l'Armée » défendue lors de la séance du 14 novembre 1910, sous le titre *L'armée nouvelle*. Ce livre était conçu comme « comme un fragment de l'ouvrage plus vaste que Jaurès voulait écrire sous le titre général : *L'organisation socialiste de la France* ⁴⁰ ». La réflexion sur le nationalisme y était souvent présente, notamment sous la forme d'une analyse historique qui l'amenait à revenir sur « la crise boulangiste », sur « la crise nationaliste » et sur l'affaire Dreyfus dans le chapitre consacré au « ressort moral et social ». Par cette évocation du danger nationaliste sous la République, Jaurès insista sur la grande crise de l'affaire Dreyfus parce qu'elle avait correspondu à l'apogée de sa menace, mais aussi parce qu'elle avait signifié pour le présent et pour l'avenir. Elle avait démontré simultanément « la force de la tradition civile dans la démocratie républicaine française ⁴¹ », « la dérision [de] toute la vertu éducative du régime républicain », et la volonté de résistance des « républicains restés fidèles à l'idée même de la République ». Celle-ci avait été « responsable, par ses faiblesses premières, du péril qu'elle a couru ». Tout avait dépendu alors de la capacité des républicains à prendre conscience de l'ampleur de la menace, et l'affaire Dreyfus avait prouvé que « la démocratie républicaine, un moment surprise par cet assaut d'apparence formidable, a disposé, dès qu'elle s'est ressaisie, de ressources formidables ». Dix ans plus tard, Jaurès constate un recul de la conscience démocratique et le renoncement de la bourgeoisie républicaine aux réformes nécessaires. « Au moment précis où nous sommes, ce n'est pas la force propre du mécanisme militaire qui arrête la démocratie. C'est la démocratie, plus qu'à demi paralysée encore par les influences égoïstes, qui arrête ou ralentit la nécessaire évolution de l'institution militaire. » On peut lire dans ce constat un regret de Jaurès, une amertume eu égard au travail qu'il a réalisé pour amener la bourgeoisie républicaine à la réforme de l'armée et le prolétariat à s'y intéresser, une nostalgie pour un temps, celui de l'engagement dreyfusard, où tout paraissait encore possible. L'union

40. L'Humanité, « Avertissement », in Jean Jaurès, *L'organisation socialiste de la France. L'armée nouvelle*, Paris, L'Humanité, 1915, p. VII.

41. J. Jaurès, *ibid.*, p. 354.

avec les radicaux en 1902 puis l'unité des socialistes en 1905 n'ont pas débouché sur la défaite du nationalisme et sur la démocratisation de l'armée. Dire cet échec, c'est avouer sa mélancolie. Évoquer d'anciens combats victorieux contre le nationalisme, c'est l'écrire.

La mélancolie assumée

À l'exception de quelques sursauts d'humanité comme le fut l'affaire Dreyfus, l'histoire contemporaine ne semble apporter aucune promesse de progrès, de démocratie et de justice. L'exploitation, la violence, la guerre, forment au contraire l'horizon des sociétés. Jaurès propose une vision très pessimiste du mouvement historique qui s'exprime particulièrement dans *L'armée nouvelle*. Pourtant, il ne cesse de concevoir qu'à force de conscience, d'engagement et de critique, le prolétariat pourra s'opposer à cet engrenage permanent du nationalisme et travailler à « la préparation d'un ordre supérieur ». Sur la base de cette conviction inébranlable, Jaurès lui donne les raisons de s'intéresser à l'armée et les moyens d'entrer dans un combat nécessaire, de la même manière qu'il avait agi en 1898 dans *Les preuves* pour le convaincre d'être solidaire de Dreyfus.

En même temps qu'il avoue une mélancolie, Jaurès l'assume en reconnaissant la place des engagements démocratiques comparables à ceux de l'affaire Dreyfus dans le processus qui conduit cet « ordre supérieur » où l'humanité vivrait en paix et où le prolétariat aurait conquis la justice. On pourrait considérer alors que la mélancolie est une sorte de tension, d'inconfort intellectuel qui permet à la politique de rester présente et vive. Elle valide un attachement pour la démocratie républicaine quand bien même celle-ci ne serait qu'une étape « vers un ordre nouveau ». Mais ses combats de 1904-1905 contre le nationalisme lui ont fait découvrir la valeur inestimable de ceux de 1898-1899 quand la démocratie unissait des bourgeois et des prolétaires, des socialistes et des intellectuels. Aussi Jaurès accepte-t-il et assume-t-il cette mélancolie venue du sentiment du monde révolu dont les enseignements peuvent néanmoins être conservés. Ni complètement tournant socialiste ni vraiment tournant nationaliste, les années 1904-1905 furent pour Jaurès le moment où la politique rencontra la mélancolie. Elle changea la donne de l'engagement socialiste et modifia la vision de la cité, posant la question du rapport entre les régimes de vérité et l'exercice du politique. La tension du combat contre le nationalisme signalait la fragilité d'un engagement et les limites du socialisme. Jaurès n'acceptait pas, en 1905, de le reconnaître, mais il avait perçu néanmoins l'altérité de l'action, sa dimension d'instabilité, son identité démocratique aussi. La mélancolie du politique, en d'autres termes.